

## **Incendie de St-Brévin : pourquoi la piste des "Soulèvements de la Terre" n'est-elle pas explorée ?**

Le maire de St-Brévin, Yannick Morez, s'était fait connaître pour son projet d'installation d'un CADA à côté d'une école. Les parents des élèves de cette école ne veulent pas de ce projet de CADA car il constituerait un danger potentiel pour leurs enfants. Sans même chercher à comprendre le point de vue des parents, les immigrationnistes de tous poils ont considéré ce collectif comme un regroupement d'extrême droite.

Le 22 mars 2023, les deux véhicules du Maire et une partie de sa maison furent incendiés de nuit. Immédiatement et sans aucune preuve, tout ce que la France compte de bien pensants, presque tous les médias et partis de gauche ainsi que nombre d'associations, ont désigné les coupables : «l'extrême droite» et le collectif des parents d'élèves.

Alors que tout le monde à Saint-Brévin savait que le maire souhaitait arrêter son mandat et quitter la ville, une opération politique répugnante a été mise sur pied, visant à faire croire que le départ du maire serait la conséquence directe des pressions qu'il subissait et surtout de l'incendie dont il venait d'être victime.

Ce fut un déchaînement immédiat des bien pensants, partis de gauche, syndicats, associations, médias ainsi que le gouvernement lui-même, contre les parents d'élèves et «l'extrême droite». Avec en point d'orgue l'organisation d'une manifestation à Saint-Brévin, et la réception du maire de St-Brévin à Matignon.

**Curieusement, le procureur et les gendarmes chargés de l'enquête semblent n'avoir que très peu d'idées pour mener leurs investigations, pour chercher, identifier et interpeller l'auteur ou les auteurs de cet incendie chez le maire. Avec une obstination confondante, ils n'ont l'air de n'avoir comme seule piste que celle menant à ce qu'ils appellent «l'extrême droite». Pourtant, il y en a d'autres qu'ils méprisent ostensiblement.**

Ainsi, le 23 janvier 2023 comme le relate le journal Ouest France, le Maire, Yannick Morez a fait abattre 50 cyprès avenue de l'Océan à Saint-Brévin. Cette opération a été l'occasion d'une opposition avec des Brévinois -principalement des écologistes dont certains étaient membres des «Soulèvements de la terre» (organisation dissoute depuis pour sa violence)- hostiles à cette décision du maire. Certains se sont attachés aux arbres. La gendarmerie les a évacués de force.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/saint-brevin-les-pins-44250/video-saint-brevin-l-abattage-des-cypres-suscite-l-incomprehension-2993e14a-9b28-11ed-994e-584d65f11921>

**Le procureur et les gendarmes oseront-ils affirmer que ces faits n'ont pas créé un contentieux entre le maire et ces écologistes dont certains sont clairement reconnus comme des activistes violents ?**

Dans notre communiqué du 12 juillet, nous avons donné un certain nombre d'éléments, connus de tous à Saint-Brévin, permettant assez facilement de cerner le profil d'une des personnes placée en garde à vue récemment et qui fait justement partie des «soulèvements de la terre» et est connue pour des actes de pyromanie.

**Pourquoi la gendarmerie ne fait-elle aucun commentaire pour confirmer ou dénoncer ce que dit cette rumeur ?**

**Pourquoi la gendarmerie n'informe-t-elle pas des initiatives prises pour enquêter du côté des écologistes qui avaient pourtant de bonnes raisons d'en vouloir au maire ?**

**Pourquoi le procureur de Nantes reste-t-il obstinément silencieux sur tous ces éléments et faits ?**

Par ailleurs, les mois passent et aucune preuve de culpabilité n'a encore été trouvée du côté de «l'extrême droite» ni des parents d'élèves que pourtant les partis de gauche, les médias, les associations pro immigration, continuent inlassablement à accuser sans le commencement d'un début de preuve.

Pourquoi la gendarmerie chargée de l'enquête ne dit-t-elle pas que malgré des mois d'enquête, aucune preuve de culpabilité n'a été trouvée permettant d'accuser les parents d'élèves et «l'extrême droite» et qu'en conséquence il faut arrêter de les accuser ?

La Coordination Partout Callac ne laissera pas le temps faire son œuvre et l'affaire être «enterrée» discrètement.

La Coordination Partout Callac exige que la gendarmerie et le procureur de Nantes conduisent avec sérieux et détermination l'enquête pour retrouver le ou les incendiaires de St-Brévin et qu'ils communiquent à ce sujet afin d'informer tous les citoyens de la conduite de l'enquête et de ses résultats.

Nous exigeons toute la vérité sur la cause et les auteurs de l'incendie chez le maire de Saint-Brévin.

Le 28 juillet 2023.

**Bernard GERMAIN**

Porte-parole de la Coordination Partout Callac ([www.partoutcallac.fr](http://www.partoutcallac.fr))